

Stratégie BUREAU Finance et COVID

Date : 14 décembre 2020

Réf. : N2020 084

Contact : bruno.gerard@bruxeo.be

Suite à la suggestion du BUREAU, il a été décidé de travailler durant le 1^{er} trimestre 2021 sur une stratégie par rapport au COVID et par rapport au finance du BRUXEO. Les dates de réunion suivantes ont d'ores et déjà été fixées :

- Bureau Stratégie COVID – 18/01/2021 de 12h30 à 14h30 ;
- Bureau Stratégie Finance – 08/02/2021 de 12h30 à 14h30 ;
- Bureau Stratégie Finance – 15/03/2021 de 12h30 à 14h30.

A. Stratégie COVID

Début novembre Tatiana a communiqué la réflexion suivante via mail :

La crise sanitaire ne peut plus être considérée comme un élément limité à 2020. La situation en 2021 - 2022 risque d'être proche ou identique à 2020 en ce qui concerne l'impact économique et managériale : confinement, déconfinement, reconfinement, mesures obligatoires, fortement indiquées, etc. Il faut prévoir l'avenir en fonction des données actuelles.

C'est pourquoi il paraît important de **planifier ce que nous allons faire durant 2021 - 2022**.

Les employeurs et les travailleurs sont épuisés. Tout le monde a couru la première vague comme un sprint, mais c'est un marathon et surprise, il y en a plusieurs ! Nous avons arraché des reports et des délais pour 2020 au niveau des rapports d'activités, mais tout n'est pas résolu pour les justifications des activités. Il faut prévoir 2021 **au niveau administratif** (demande de financement, d'agrément, de renouvellement d'agrément, rapport d'activités, etc.) **et financier** (budget et justification) afin que tout le monde puisse s'organiser au mieux.

Nous devons réfléchir à **adapter nos services** à des publics spécifiques en fonction de cette crise sanitaire. Pour la FeBISP, la fracture numérique est un réel problème pour effectuer notre travail d'insertion. Nous sommes sans doute nombreux au sein des membres de Bruxeo à être confrontés à ce type de problématique. Les secteurs doivent s'emparer de la question, il en va de nos missions et des publics cibles. Je pense que Bruxeo n'est pas en capacité de soutenir cette réflexion pour tous les membres. Par contre impulser ce type de réflexion pourrait être de son ressort avec une **organisation de GT interne pris en charge par les membres** et non par l'équipe de Bruxeo. Bien entendu, Bruxeo serait informé de tous les échanges. Nous pourrions ainsi profiter de l'immense réseau créé par Bruxeo sans surcharger l'équipe.

Il y a également des **réorientations d'activités** indispensables. Au sein de la FeBISP, nous avons des membres qui ont une activité économique dans l'Horeca. Nous avons un GT afin de soutenir ce secteur spécifique et discuter de piste de reconversion. Il me semble que de nombreux secteurs membres de Bruxeo doivent faire de même : centre culturel, sportif, EP, etc. Je propose la même manière de travailler que pour l'adaptation de nos services : **GT porté par un membre**, pas de surcharge de l'équipe de Bruxeo et information de Bruxeo.

Par contre, premier constat de ce GT : il faut des frais d'investissement et d'amortissement pour se réorienter. Cette demande peut être portée par Bruxeo.

Par ailleurs, **le travail à distance** massif interroge comment nous gardons la réalité de la structure au sein des travailleurs. Maintenir le sens de l'équipe est une tâche fondamentale des employeurs et la manière dont nous le faisons doit évoluer. Actuellement, j'observe en général que le volet GRH prend beaucoup plus de temps aux employeurs. Il me semble qu'une réflexion à ce sujet est bienvenue. **Même manière d'opérer** que précédemment.

Enfin, je n'ai jamais observé qu'une crise économique et sociale débouche à un investissement des moyens publics au profit du non-marchand. Au contraire, c'est en général plus de privatisation et nous rendre encore plus dépendant du marché. Il faut donc mettre en place une stratégie pour éviter une éventuelle perte de moyen et **obtenir plus de financements structurels pour le NM**. Pour cela, je propose une réflexion au sein du Bureau afin de **faire des alliances** rapidement. Par ailleurs, ne faudrait-il pas demander un financement public massif pour le secteur de la santé dès à présent pour sortir de la crise sanitaire ?

B. Stratégie Finance

BRUXEO est la confédération, intersectorielle et pluraliste, représentative du secteur à profit social / non marchand bruxellois et reconnue comme telle par les autorités publiques. A ce titre, elle siège notamment à Brupartners, au Comité de gestion d'ACTIRIS, et au Comité de gestion d'IRISCARE. Actuellement, elle regroupe 26 fédérations actives dans 8 CP.

BRUXEO développe les trois missions suivantes :

1. **Coordonner, représenter et promouvoir les intérêts patronaux intersectoriels** au niveau fédéral en collaboration avec UNISOC et au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale en participant au dialogue socio-économique (Brupartners), aux ANM ou dans divers lieux de concertation (ACTIRIS, IRISCARE, etc.).
2. **Développer et mutualiser des services de qualité** pour nos membres et les entreprises à profit social bruxelloises (information, documentation, analyse, groupes de travail, accompagnement, offre préférentielle, etc.) dans une logique de transition:
 - Service Energie
 - Service Diversité
3. **Être un lieu de rencontres, d'échanges et de réflexions** entre pairs sur les principaux défis et enjeux du secteur. Promouvoir le développement du secteur à profit social, ses valeurs et son modèle socio-économique.

Afin de financer ces différentes activités, BRUXEO perçoit les financements suivants :

- Un financement du fédéral via INAMI et UNISOC pour développer des services aux employeurs des secteurs fédéraux des soins de santé afin de promouvoir un emploi de qualité, la qualité et l'accessibilité des soins de santé (cf. article 2§1 Arrêté royal du 2 juin 2012 portant exécution des articles 59quinquies et sexies de la loi-programme du 2 janvier 2001 relatif à l'accord social 2011 pour le secteur non-marchand¹) ;

¹ Art. 2.§ 1er. Chaque année, l'INAMI verse une intervention à l'Unisoc. Cette intervention couvre les services de cette organisation aux employeurs des secteurs fédéraux des soins de santé afin de promouvoir un emploi de qualité, la qualité et l'accessibilité des soins de santé. Pour atteindre ces objectifs, l'Unisoc collabore avec d'autres organisations qu'elle confédère.

- Des financements de Bruxelles Environnement, de la Coopérative Cera, d'Actiris, de Bruxelles Economie Emploi et de l'Europe pour mettre en œuvre des services aux entreprises à profit social bruxelloises en matière d'énergie et de diversité. Ces financements sont liés à des appels à projets ;
- Un financement de 25.000 €/an de la Région bruxelloise (MRBC) pour son rôle de partenaire social intersectoriel au sein de Brupartners.

Ce dernier montant de 25.000 € est le seul budget reçu par BRUXEO de la part des Gouvernements bruxellois pour réaliser sa mission principale à savoir : être un acteur de la concertation sociale au niveau intersectoriel bruxellois et y promouvoir les intérêts du secteur à profit social / non marchand. Cette mission entraîne des actions de structuration du secteur, de concertation, de coordination, d'analyse, d'expertise, de promotion et de représentation des intérêts patronaux intersectoriels au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale.

Ce montant est relativement dérisoire comparativement au volume d'heures consacré aux travaux de Brupartners. Par ailleurs, l'action de BRUXEO en tant que partenaire social dépasse largement le cadre de Brupartners puisqu'on collabore également étroitement aux concertations au niveau de la COCOF et de la COCOM (Accord Non Marchand, Iriscare, etc.).

Ses missions se sont également élargies suite à la sixième réforme de l'Etat et aux transferts de compétences qui y sont liés : accueil de nouveau secteur, création de nouveau lieu de concertation, etc. nécessitant notamment le développement d'expertises, la participation à de nouvelles réunions, un travail accru de concertation, d'information au sein du secteur non marchand bruxellois.

Le budget de 25.000€ est insuffisant pour exercer efficacement ces missions et leur augmentation liée aux transferts de compétences. **Il faudrait disposer au minimum d'un ETP pour remplir ses missions.**

C'est pourquoi, BRUXEO demande un soutien financier supplémentaire des Gouvernements bruxellois afin de pouvoir exercer correctement et efficacement sa mission et ses actions dans la concertation sociale au niveau intersectoriel bruxellois.

La réponse actuelle du Gouvernement renvoie explicitement vers l'instance de concertation intersectorielle pour le non-marchand bruxellois où un budget est proposé à BRUXEO : 4/5 de 87.000 € soit 69.600 €.